La monnaie à l'épreuve de la crise financière mondiale et ses enjeux pour la citoyenneté sociale

*Money at the Test of the Global Financial Crisis and Its Stakes for Social
Citizenship*

Virgile Perret

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2416>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2416

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Virgile Perret, « La monnaie à l'épreuve de la crise financière mondiale et ses enjeux pour la citoyenneté sociale », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 52 | 2015, mis en ligne le 01 mars 2015, consulté le 24 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2416> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.2416

Ce document a été généré automatiquement le 24 mai 2019.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

La monnaie à l'épreuve de la crise financière mondiale et ses enjeux pour la citoyenneté sociale

Money at the Test of the Global Financial Crisis and Its Stakes for Social Citizenship

Virgile Perret

Introduction

- 1 La monnaie¹ touche à des enjeux techniques et complexes, aux conséquences diffuses et difficiles à comprendre, ce qui tend généralement à maintenir cette sphère à l'écart du débat public et lui donne parfois l'apparence de s'abstraire de la vie démocratique et sociale. Or, la crise financière mondiale et ses conséquences sociales suggèrent au contraire que la monnaie exerce une puissante influence sur la vie des citoyens ordinaires. Dans cet article, nous proposons une réflexion sur la monnaie à travers la crise financière mondiale et ses enjeux pour la citoyenneté sociale, en accordant une attention particulière à la transition qui s'est opérée entre un traitement initial keynésien de la crise et une approche fondée sur des politiques d'austérité. Quel a été l'impact de la crise financière mondiale sur les droits sociaux des citoyens ? Que révèle la crise sur la nature de la monnaie et ses rapports à la citoyenneté sociale ? Et comment interpréter les politiques d'austérité préconisées dans le cadre de la crise du point de vue de la conception de la citoyenneté sociale ? Pour répondre à ces questions, nous adoptons une approche qui s'inscrit dans le prolongement des analyses hétérodoxes² de la monnaie qui considèrent cette dernière non pas comme un simple intermédiaire des échanges, mais comme une médiation sociale³ contribuant à définir les rapports entre les individus dans les sociétés contemporaines. Dans cette perspective, les crises financières apparaissent comme des périodes particulières qui révèlent les enjeux politiques et sociaux sous-jacents au fonctionnement de la sphère monétaire et financière.

- 2 La crise financière de 2008 a été largement attribuée au comportement « irresponsable » et « prédateur » des banques et d'autres institutions financières. Dans ce contexte, le débat public s'est logiquement concentré sur les moyens de réformer le système financier et de préserver l'emploi. Les gouvernements ont mis en œuvre des politiques keynésiennes de baisse des taux d'intérêt, d'aide et de prêts massifs aux institutions financières et de soutien à la production et à l'emploi par des déficits budgétaires. Mais depuis 2010, la crise financière a été redéfinie comme « une crise des dettes souveraines » et sa gestion a connu un « tournant vers l'austérité », présenté comme une « nécessité économique ». De ce point de vue, les droits sociaux des citoyens n'apparaissent plus comme des droits fondamentaux intangibles, mais comme des instruments de régulation conjoncturelle, susceptibles d'être aisément diminués ou remis en question en période de crise financière. Or, l'austérité n'est pas une nécessité économique, mais une stratégie politique qui aboutit au transfert des coûts sociaux de la crise financière aux citoyens-contribuables, tout en écartant de l'agenda les réformes structurelles qui pourraient menacer à long terme les intérêts des élites économiques participant à la financiarisation de l'économie. Dans ce contexte, nous montrons que la remise en question des droits sociaux n'est pas nécessairement une conséquence seulement temporaire de la crise, car elle est convergente avec les conceptions de forces politiques et économiques qui voient dans la crise une « occasion » de discréditer l'État social et de promouvoir un modèle néolibéral de citoyenneté sociale.
- 3 Ainsi, notre réflexion place au cœur des enjeux de la crise financière la question, souvent ignorée par les économistes, de la citoyenneté sociale qui s'est développée avec l'émergence de l'État social après la Seconde Guerre mondiale et la généralisation du rapport salarial. La notion de citoyenneté sociale renvoie à un éventail de droits sociaux (droit aux soins, droit aux allocations de chômage et aux allocations familiales, droit à la retraite) qui sont reconnus à l'ensemble des membres de la collectivité nationale, et non plus à une catégorie spécifique (Hassenteufel, 1996, p. 138). Elle se concrétise à travers le statut salarial qui permet la socialisation des risques, c'est-à-dire la prise en charge collective de risques liés au travail (accidents, chômage) et à la vie de manière générale (maladie, vieillesse, invalidité) sous la forme de l'assurance. En effet, le salariat crée « une forme de citoyenneté ancrée dans l'activité productive », car il donne droit à des prestations sociales qui en rémunérant du non-travail, fondent la « citoyenneté sociale du salarié » (Eymard-Duvernay, 2007, pp. 119-121). Ainsi, dans la « société salariale » qui se développe après la Seconde Guerre mondiale, la majorité des individus sont couverts par des systèmes de protection sociale construits à partir du travail et accèdent ainsi à la citoyenneté sociale (Didry, Friot, Castel, 2001). Or, la crise financière mondiale de 2008 non seulement ébranle les droits sociaux des citoyens-salariés, mais elle propose en outre une reconfiguration de la citoyenneté sociale mieux adaptée au contexte de la financiarisation de l'économie.
- 4 Nous examinons cette problématique dans trois sections. Dans un premier temps, nous analysons la gestion politique de la crise, en particulier la transition entre un traitement initial keynésien et une approche fondée sur des politiques d'austérité, tout en soulignant ses implications sur les droits sociaux. Dans un deuxième temps, nous montrons que cette gestion politique de la crise révèle l'existence d'une relation entre la monnaie et la citoyenneté sociale qui permet de combler une lacune dans les analyses hétérodoxes de la monnaie qui soulignent ses rapports à l'ordre social, mais n'intègrent pas le point de vue du citoyen. Finalement, nous montrons que l'analyse de cette relation permet de resituer

les récentes politiques d'austérité dans le contexte plus large de la globalisation financière et de montrer qu'elles sont convergentes avec un discours de promotion d'un modèle néolibéral de citoyenneté sociale impliquant un déplacement de la responsabilité collective des risques sociaux dans le domaine de la responsabilité individuelle. Précisons que notre analyse ne concerne pas l'ensemble des États qui n'ont pas été affectés de la même manière par la crise financière, mais elle s'applique principalement aux États de l'OCDE et en particulier aux États membres de la zone euro qui ont mis en œuvre des politiques d'austérité avec le plus de virulence.

Du keynésianisme à l'austérité : la gestion politique de la crise et ses conséquences sur les droits sociaux

- 5 La crise financière mondiale qui a éclaté en 2007 a été la plus grave depuis la Grande Dépression des années 1930. Certaines des institutions financières les plus connues dans le monde se sont effondrées ou ont été nationalisées tandis que d'autres ont survécu uniquement grâce au soutien des États. La crise a conduit à un effondrement du commerce international plus sévère que tout autre depuis les années 1930 et un ralentissement économique plus profond qui a impliqué toutes les régions du monde (Helleiner, 2011, p. 68). Si elle s'est développée à partir de l'éclatement de la bulle immobilière américaine en mars 2007, la crise des *subprimes* a des causes complexes liées à des facteurs institutionnels, structurels et politiques qui conjuguent un grand nombre des problèmes déjà diagnostiqués dans les crises précédentes au cours des années 2000. Elle se distingue néanmoins par une caractéristique spécifique qui réside dans la croyance partagée par la majorité des acteurs et experts financiers en les capacités d'une nouvelle technique – la titrisation – à gérer les risques et à améliorer l'allocation du capital (Boyer, 2009).
- 6 Au cours des mois qui ont suivi la chute de *Lehman Brothers* en septembre 2008, pratiquement tous les gouvernements étaient d'accord sur l'idée qu'il fallait enrayer l'effondrement de la dépense privée et utiliser des mesures budgétaires et monétaires expansionnistes (plus de dépenses, moins d'impôts et une importante émission de monnaie) afin de limiter l'impact de la crise. Ils montraient en cela qu'ils avaient retenu les leçons de la crise de 1929 dont les conséquences ont souligné la nécessité d'agir rapidement et massivement contre les risques de récession et de déflation qui accompagnent les crises financières, notamment à travers l'usage de politiques économiques contra-cycliques (Ben Hammouda et Sadni Jallab, 2008, p. 83). Ainsi, malgré la prégnance du néolibéralisme⁴ et l'hostilité à la pensée keynésienne aux États-Unis et en Europe, les gouvernements et les banques centrales ont adopté des politiques de soutien à l'économie basées sur trois leviers principaux : la baisse des taux d'intérêt ; l'aide massive aux institutions financières sous la forme de prêts ; et le soutien à la production et l'emploi par les déficits budgétaires (Duménil et Lévy, 2012, p. 31). En termes de politique monétaire, les banques centrales de nombreux États ont en effet réduit les taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas et mis en œuvre une stratégie d'« assouplissement quantitatif »⁵ (« *quantitative easing* »). Concernant les institutions financières, les autorités publiques ont mis en œuvre des politiques de soutien (recapitalisation, sauvetage d'actifs) de certains établissements financiers afin d'endiguer le risque d'une faillite générale du système⁶. Divers plans de relance budgétaire ont aussi été introduits dans la plupart des États européens et aux États-Unis, mais aussi en Chine, au Japon et en Corée. En outre, le

FMI a introduit des instruments de crédit plus souples, triplant ses ressources de prêts à 750 milliards de dollars. Ces mesures témoignent de la mise en oeuvre d'une forme de « keynésianisme d'urgence » (Burnham, 2011, p. 498) contrastant avec le credo néolibéral défendu dans le cadre du « Consensus de Washington » depuis les années 1980. En Europe, elles ont poussé les gouvernements à enfreindre les règles du Pacte de Stabilité fixant la limite des déficits publics à 3 %. De manière générale, elles ont été relativement efficaces, quoiqu'insuffisantes, au cours de cette première phase de la crise, car le PIB a commencé à remonter après avoir atteint son niveau le plus bas au premier trimestre 2009 (Duménil et Lévy, 2012, p. 31).

- 7 Cependant, à partir de la deuxième moitié de 2009, le soutien à l'intervention publique a commencé à changer de forme. Les grandes banques d'investissement se sont remises relativement rapidement de la crise et les marchés du crédit ont commencé à fonctionner à nouveau. Mais parallèlement les dettes publiques des États n'ont cessé d'augmenter sous l'effet du mécanisme de la socialisation des pertes qui transforme des dettes privées en dettes publiques et font donc mécaniquement augmenter les dettes des États. Les mesures de renflouement des institutions financières adoptées au cours de la première phase de la crise entre 2007 et 2009 ont conduit à une augmentation des dettes publiques des États-Unis, du Royaume-Uni et des États de la zone euro de l'ordre de 20 % à 40 % du PIB (Blackburn, 2011, p. 33). En Irlande, le sauvetage par l'État des banques irlandaises qui avaient alimenté une énorme bulle de crédits immobiliers a fait passer la dette publique de 25 % en 2007 à 110 % fin 2011 (Merler et Ferry, 2012). Dans ce contexte, les investisseurs et les agences de notation ont commencé à s'inquiéter du niveau beaucoup plus élevé et toujours croissant des dettes publiques. Le 27 avril 2010, l'agence *Standard & Poor's* annonçait avoir rétrogradé la note souveraine de la Grèce en catégorie spéculative en raison de ses inquiétudes sur sa capacité à mettre en oeuvre les réformes nécessaires pour réduire la dette publique. Elle a abaissé la note à long terme de l'État grec de trois échelons, à BB+, la note la plus élevée de la catégorie spéculative dans son échelle de notation. Aussitôt après cette annonce, le Premier ministre Papaconstantinou annonçait que l'État grec ne pouvait plus emprunter sur les marchés (Le Monde, 2010).
- 8 Alors que les gouvernements espéraient se libérer du carcan des restrictions budgétaires, ils se sont ainsi rapidement retrouvés à nouveau sous la pression des marchés financiers. La crise grecque a eu pour effet de relancer la spéculation financière dans la zone euro tout en divisant les États membres sur l'approche à adopter, ce qui a fait ressortir l'intransigeance de l'Allemagne sur la nécessité de respecter la clause de non solidarité (art. 125 Traité de Lisbonne) et d'adopter une approche fondée sur l'austérité budgétaire. L'intransigeance allemande était d'autant plus forte que la Grèce a été perçue et présentée dans les médias comme la seule responsable de ses problèmes (falsification des comptes lors de son entrée dans la zone euro, sous-estimation du déficit budgétaire et système fiscal défaillant). Ce contexte a créé un climat favorable à l'émergence d'un discours qui stigmatise le « laxisme budgétaire », considérant paradoxalement l'augmentation des dettes souveraines comme le facteur à l'origine de la crise (alors qu'elle n'en est généralement que la conséquence logique) tout en occultant ses causes structurelles (Mahnkopf, 2012, p. 473).
- 9 Au cours de l'année 2010, la gestion politique de la crise a connu un véritable « tournant vers l'austérité », préconisé par un ensemble d'acteurs politiques et économiques estimant que le moment des restrictions était arrivé, alors même qu'il n'y avait pas encore de signe crédible de rétablissement. En effet, « Une fois que le pic de la récente

crise est passé, les néolibéraux ont lancé une campagne de propagande massive afin de renforcer leur affirmation selon laquelle les déficits budgétaires sont mauvais et devraient être évités. » (Mitchell, 2011)⁷. Ainsi, dès le printemps 2010, l'OCDE, dans son rapport sur les perspectives économiques, conseillait au gouvernement américain de réduire son déficit budgétaire et à la Réserve fédérale de relever les taux d'intérêt à court terme avant la fin de l'année. Mais comme le souligne Paul Krugman, « Par bonheur, les autorités américaines n'ont pas suivi ce conseil », à la différence de nombreux États européens (Krugman, 2012). Ce changement de cap a été promu par d'autres partisans de l'austérité comme la Banque centrale européenne (BCE), la Banque des règlements internationaux, mais aussi par les partis conservateurs aux États-Unis et au Royaume-Uni, d'éminents économistes de Chicago (par ex. Raghuram Rajan) et des voix influentes du monde des affaires (comme Bill Gross, de Pimco) (Krugman, 2012). Dans ce contexte, la perception de la crise dans le débat public s'est transformée, dans le sens où « Ce qui a débuté comme un problème de croissance insoutenable de la dette privée, entraînée par un secteur financier hors de contrôle aidé et encouragé par les politiques de dérégulation, s'est mystérieusement transformée en une crise supposée de la dette souveraine. » (Mitchell, 2011). Plus précisément, le débat public a connu une évolution en trois temps, construit au départ sur la base d'un « discours sur la crise financière globale », redéfini ensuite par un « discours sur la crise des dettes souveraines », puis finalement transformé par un « discours sur l'austérité et les coupes budgétaires » (Burnham, 2011, p. 493).

- 10 Un nouveau consensus entre les élites politiques a émergé, considérant que les déficits européens étaient dus aux dépenses excessives de l'État plutôt qu'à l'intervention des gouvernements pour soutenir le secteur privé et sauver les économies d'une spirale dépressive. Ce diagnostic a contribué à légitimer l'adoption de politiques d'austérité dans la plupart des pays de l'OCDE, mais avec des variations importantes dans l'intensité et les rythmes de mise en œuvre (OCDE, 2012). Elles ont été adoptées rapidement et avec beaucoup d'intensité par les gouvernements des États membres de l'Union européenne⁸. Selon les estimations, les programmes d'austérité adoptés au sein de l'Union européenne en réaction à la crise s'élèveront (entre 2009 et 2015) au minimum à 500 milliards d'euros d'économie en dépenses publiques. Les programmes les plus sévères sont ceux des États qui ont sollicité l'aide extérieure de l'UE ou du FMI (Hongrie, Lettonie, Grèce, Irlande, Roumanie) ou qui ont passé près d'un défaut de paiement (Portugal, Espagne). En moyenne, ces mesures représentent environ 0.9 % du PIB annuel de l'UE entre 2011 et 2012. La répartition des mesures entre les réductions des dépenses et les hausses d'impôts penche largement en faveur des premières. La protection sociale et l'administration publique prédominent parmi les domaines ciblés par les gouvernements pour la réduction des dépenses. Les retraités, les employés du secteur public et les bénéficiaires de prestations sociales (chômage, aide sociale, allocations familiales) sont parmi les groupes sociaux les plus sévèrement touchés par ces mesures (Theodoropoulou et Watt, 2011). De manière générale, ces réformes ont conduit à la réduction ou la suppression de politiques conditionnant un large éventail de droits sociaux des citoyens, en particulier dans les domaines de la santé, du chômage et des retraites, mais aussi des droits au logement, à l'éducation et du droit à s'organiser en syndicat (O'Connell, 2012). En outre, elles ont poussé à une réduction de la norme salariale en introduisant une flexibilisation du temps de travail et un affaiblissement de la protection contre les licenciements et du régime de négociation salariale. De telles réformes ont conduit à une explosion des inégalités dans la plupart des pays concernés et contribuent à miner les valeurs européennes d'intégration, de développement dans le progrès et de promotion des droits

fondamentaux (Schömann, 2013, p. 20). Ainsi, la crise a fait l'objet d'une gestion politique qui a abouti au report de ses coûts les plus importants, non pas sur les institutions financières qui en sont à l'origine, mais sur la grande majorité des citoyens-contribuables et des salariés.

- 11 Cette évolution montre qu'en période de crise financière les droits sociaux des citoyens ne sont plus considérés comme des droits fondamentaux intangibles, mais comme des instruments de régulation conjoncturelle pouvant être aisément réduits ou remis en question (Saiz, 2009, p. 280). En outre, elle souligne le caractère problématique du discours sur la « nécessité » de l'austérité, non seulement parce qu'il est contesté sur le terrain même de l'analyse économique, mais aussi parce qu'il est convergent avec les objectifs politiques d'une grande partie des élites dirigeantes qui peuvent être tentées d'instrumentaliser la crise pour mettre en œuvre des réformes néolibérales touchant à l'État et aux rapports entre les groupes socioéconomiques (Radice, 2011, p. 94). Rappelons que l'austérité ne s'impose jamais comme une nécessité économique « objective », car « L'austérité n'est ni souhaitable ni condamnable en soi, son bien-fondé dépend du contexte. » (Aglietta, 2012, p. 78). À la différence des politiques contra-cycliques qui paraissent souvent contre-intuitives, les politiques d'austérité semblent s'imposer avec la force de l'évidence, car les hommes politiques et les journalistes aiment propager l'idée selon laquelle il faut gérer l'État en bon père de famille et donc se serrer la ceinture quand les temps sont durs. Or, cette comparaison est erronée, car l'État a une durée de vie illimitée et n'est donc jamais tenu de rembourser sa dette, mais il doit seulement être en mesure d'assurer le service de ses intérêts⁹. Dans le contexte de la récente crise financière, les politiques d'austérité ont été vivement critiquées pour leur radicalité excessive, leur inefficacité et même pour avoir aggravé la situation en asphyxiant les économies européennes¹⁰. Le problème est que lorsque les gouvernements réduisent les dépenses ou augmentent la fiscalité afin de consacrer ces ressources à la réduction du poids de la dette, ils courent le risque de ralentir l'économie tout en augmentant certaines dépenses induites notamment par la hausse du chômage (Delong et Summers, 2012). Il faut souligner que certains partisans de l'austérité ont partiellement admis l'échec de leurs politiques, à l'instar du FMI qui a reconnu dans un rapport du 3 janvier 2013 les effets économiques défavorables de l'austérité et qui a publié ce qui peut être considéré comme un mea culpa (IMF, 2013 ; voir aussi Krugman, 2013). Dans la section suivante, nous montrons que les conséquences de la crise financière sur les droits sociaux révèlent l'existence d'une relation entre la monnaie et la citoyenneté sociale qui permet de combler une lacune dans les analyses hétérodoxes de la monnaie.

Monnaie et citoyenneté : un clivage à dépasser en économie politique internationale

- 12 La monnaie est un phénomène complexe et multidimensionnel qui fait l'objet d'une vaste littérature et alimente non seulement des débats théoriques denses au sein de la science économique, mais aussi un large éventail de travaux issus d'autres champs disciplinaires (sociologie, science politique, histoire). Le point de départ de l'analyse économique de la monnaie est la « fable du troc » qui attribue la naissance de la monnaie à la nécessité de surmonter les difficultés liées au troc (en particulier le problème de l'absence de double coïncidence des besoins) (Servet, 2001, p. 16). À partir de cette déduction du « besoin » de la monnaie, l'analyse économique infère les fonctions qu'elle remplit dans l'économie en

tant qu'unité de compte (ou étalon de valeur), intermédiaire des échanges (ou instrument de paiement) et réserve de valeur (ou moyen de thésaurisation). La monnaie est ainsi comprise à partir d'une axiomatique marchande, ses fonctions et son origine étant définies par le fonctionnement du marché. Par contraste, les théoriciens hétérodoxes dans le sillage de J.-M. Keynes, ainsi que les sociologues (notamment Georg Simmel) et les historiens ont contribué à révéler la complexité de la monnaie au-delà de ses fonctions économiques. En particulier, le programme de recherche régulationniste propose une réflexion pluridisciplinaire qui examine les rapports de la monnaie à l'ordre social à travers les notions de violence sociale, de confiance, de légitimité et de souveraineté (Aglietta et Orléan, 1982, Aglietta et Orléan, 1998, Aglietta et Orléan, 2002, Théret, 2007). Toutefois, si de nombreux auteurs (en particulier hétérodoxes) ont examiné la monnaie dans ses rapports à l'ordre social, leurs études n'accordent qu'une importance très marginale au citoyen¹¹.

- 13 Dans les sections suivantes, nous proposons une approche d'économie politique internationale (EPI) afin de comprendre les mécanismes complexes qui relient la monnaie et les droits sociaux à l'ère de la globalisation des marchés financiers. À la différence des économistes hétérodoxes qui élargissent la notion de monnaie au rapport social fondamental de la « dette », notre approche renvoie à une définition plus classique et restrictive de la monnaie. À l'ère de la globalisation financière, ce n'est pas le générique « monnaie » qui nous semble le plus pertinent, mais le registre plus « appliqué » du système monétaire et financier international. Le rôle de la monnaie s'est en effet considérablement transformé avec le développement du crédit et l'internationalisation des marchés financiers qui exercent une influence croissante sur la souveraineté des États et leur régime de citoyenneté. Cette perspective s'inscrit dans le sillage des travaux les plus novateurs en EPI qui « [...] ne différencient pas le domestique de l'international, mais les traitent comme des dimensions d'une théorie holistique du changement » (Palan, 1998, p. 63).
- 14 Dans le capitalisme moderne, l'influence de la monnaie sur la citoyenneté transite en grande partie à travers le système monétaire international (SMI) dont l'articulation aux marchés financiers conditionne l'autonomie macroéconomique des États (notamment la politique monétaire) et leurs capacités de protection sociale. Un SMI doit remplir essentiellement trois fonctions que la concurrence des monnaies ne permet pas de résoudre spontanément : la convertibilité qui établit l'unité de compte internationale ; la sélection d'une devise-clé qui fournit une monnaie véhiculaire ; la stabilité de la valeur relative des monnaies dont dépend la liquidité, c'est-à-dire la confiance dans le pouvoir d'achat international des monnaies. À ces trois fonctions correspondent trois principes d'organisation : le degré de rigueur des règles de change (flexibles ou fixes) ; le degré de mobilité des capitaux ; et le degré de co-responsabilité des politiques. La combinaison de ces trois principes d'organisation détermine le régime monétaire choisi par un État. Cependant, toutes les combinaisons ne sont pas compatibles. En effet, selon le « triangle d'incompatibilité » de Mundell, un pays ne peut avoir au maximum que deux des trois attributs que sont l'ouverture financière, des taux de change fixes et l'indépendance monétaire (Aglietta, 2002).
- 15 Du point de vue de notre problématique, le « triangle d'incompatibilité » de Mundell montre que l'institutionnalisation du SMI n'est pas sans incidence sur la sphère domestique des États. Il permet de comprendre que les caractéristiques du SMI en matière de régime de change et d'ouverture à la mobilité du capital conditionnent conjointement

l'autonomie macroéconomique des États. Historiquement, il décrit le dilemme rencontré par les gouvernements face à l'augmentation de la mobilité du capital dans les années 60 qui exerçait une pression croissante sur les deux objectifs définis comme prioritaires à Bretton Woods (1944) : l'autonomie monétaire et la fixité des changes. Le problème fondamental est que si un État souhaite maintenir son taux de change fixé dans un contexte de mobilité internationale du capital, il est contraint d'utiliser la politique monétaire nationale pour maintenir la parité du taux de change et ne peut par conséquent plus l'utiliser directement pour d'autres objectifs internes : il renonce ainsi à son autonomie monétaire. Par conséquent, si un gouvernement souhaite conserver son indépendance monétaire, il a deux possibilités : limiter la mobilité du capital tout en conservant la fixité des taux de change ; ou sacrifier la fixité des taux de change tout en permettant la mobilité internationale du capital. Face à ce dilemme, de nombreux économistes affirmaient que, plutôt que de préserver l'autonomie monétaire par la limitation de la mobilité internationale du capital, il valait mieux la préserver par la renonciation à la fixité des changes. En théorie (flottement pur), la détermination des taux de change par le marché, c'est-à-dire par le libre jeu des offres et des demandes de monnaies, doit en effet permettre de récupérer un degré considérable d'autonomie politique par rapport aux pressions du marché existant sous le système de changes fixes, tout en offrant un cadre favorable au développement de la mobilité du capital (Bassoni et Beitone, 1989, p. 128).

- 16 Cependant, les études empiriques montrent que les capacités d'isolation du système des taux de change flottants diminuent avec l'accroissement de l'intégration financière internationale. Par conséquent, ce système a été accusé d'avoir au contraire renforcé l'interdépendance économique internationale : en multipliant les opportunités d'arbitrage et de spéculation sur les devises, le libre jeu du taux de change a induit des mouvements de capitaux courts qui parasitent les politiques monétaires nationales et en réduisent l'efficacité. En outre, la poursuite de l'intégration financière a conduit de nombreux analystes à considérer que la mobilité du capital s'est constituée désormais en « structure internationale » qui rend l'autonomie macroéconomique des États plus coûteuse : toute tentative de la part d'un État de poursuivre une politique monétaire indépendante s'expose tôt ou tard à un déséquilibre considérable de la balance des paiements susceptible de provoquer des flux de capitaux spéculatifs, générateurs d'instabilité¹². Ainsi, comme le souligne Robert Boyer, « les politiques économiques nationales, qui devaient être libérées de la contrainte extérieure, y sont au contraire soumises à travers un contrôle quasiment quotidien des marchés financiers, maîtres de la formation des taux de change, et même de certaines orientations stratégiques des gouvernements. » (Boyer, 1999, p. 55).
- 17 Mais au-delà de l'autonomie macroéconomique, l'institutionnalisation du SMI exerce une influence plus fondamentale sur les relations de pouvoir entre les États et les acteurs économiques. Les études les plus pertinentes de ce phénomène sont celles qui ont été élaborées dans le cadre des approches hétérodoxes en EPI qui montrent que l'émergence d'un environnement financier ouvert et libéralisé tend à favoriser l'essor des acteurs économiques et l'émergence concomitante de nouvelles formes d'autorité privée à l'échelle internationale (Cutler, Haufler, Porter, 1999, Ronit et Schneider, 2000, Sinclair et Thomas, 2001, Sinclair, 2005, Sassen, 2006). Susan Strange a souligné le rôle des forces sociales informelles, transnationales et privées dans le processus de « diffusion » de l'autorité des États vers d'autres institutions (1996a, p. 4). Elle décrit cette transformation

de l'exercice du pouvoir avec un concept particulièrement fécond, celui de « pouvoir structurel ». Par opposition au « pouvoir relationnel », qui décrit l'exercice de pouvoir d'un État A sur un État B, le concept de « pouvoir structurel » traduit la capacité des États ou des acteurs non étatiques à influencer, dans le cadre mondial, des structures plus larges qui leur permettent de faire prévaloir leurs préférences sur celles des autres (Strange, 1996b, p. 17). L'acquisition de pouvoir structurel par les acteurs financiers privés affecte la capacité des gouvernements à assurer la protection sociale de leurs citoyens à travers son influence sur deux types de relations de pouvoir : les relations entre les États et les acteurs économiques ; et parmi les acteurs économiques, les relations entre les différentes catégories d'intermédiaires financiers.

- 18 Historiquement, l'interaction entre le pouvoir structurel des acteurs financiers et les capacités de protection sociale des États s'est considérablement transformée entre l'après-Seconde Guerre mondiale et l'essor de la globalisation financière depuis les années 1970. Conçu à partir des leçons tirées de l'entre-deux-guerres et sous l'influence des idées de Keynes, le SMI issu des accords de Bretton Woods (1944) limitait la mobilité du capital par des mesures de contrôle des capitaux qui créaient un « espace de protection » de la sphère domestique contre la pression des marchés financiers et permettaient à l'État d'accroître son autonomie macroéconomique. En particulier, la politique monétaire pouvait être activée en fonction d'aspirations démocratiques internes, comme la croissance et le plein emploi, et les dépenses sociales de l'État pouvaient être financées par la fiscalité ou l'emprunt, sans crainte de flux spéculatifs déstabilisateurs. Du côté de l'intermédiation financière, les systèmes financiers nationaux étaient organisés en fonction d'une structure administrée conférant un rôle prépondérant aux banques et une emprise des banques centrales sur l'offre de monnaie à travers la manipulation du taux d'intérêt directeur. Les banques opéraient ainsi en tant qu'instances de médiation entre l'État et les marchés à travers leurs fonctions de contrôle des risques et de gestion des incertitudes inhérentes au fonctionnement du système financier. Autrement dit, un dispositif de réglementations publiques et restrictives du secteur financier a créé les conditions favorables à l'émergence d'une nouvelle forme de souveraineté qui s'est développée sur l'héritage de la Révolution française et qui a abouti à la création de l'État social et l'octroi de nouveaux droits sociaux (Perret, 2012). Pour reprendre la distinction entre les logiques de contrat et de statut utilisée par Polanyi dans son étude des pratiques monétaires dans les sociétés anciennes et modernes, on peut dire que dans le contexte de l'État social, la monnaie s'associe à une logique de statut¹³ qui fixe les droits et les obligations des individus en fonction d'un nouveau pacte social structuré autour d'un principe de solidarité (Polanyi, 1983, p. 84).
- 19 Par contraste, la globalisation financière a renforcé le pouvoir structurel d'un large éventail d'acteurs financiers privés dont les activités exercent des pressions sur les États en faveur de politiques de réduction des déficits budgétaires à travers des coupes dans les dépenses publiques et en particulier dans le domaine de la protection sociale. Dans ce contexte, la monnaie n'est plus mise au service d'un principe de « protection » de l'État social contre les pressions financières extérieures, mais elle contribue au contraire à l'ouverture de la sphère domestique des États aux flux de capitaux transnationaux et à la création d'un climat favorable à l'investissement. Il faut préciser que les États ont joué un rôle important dans cette dynamique, car le processus de libéralisation financière, s'il n'est pas le résultat d'une conférence intergouvernementale comme celle de Bretton Woods, est néanmoins le fruit des stratégies unilatérales des États les plus puissants (en

particulier les États-Unis et le Royaume-Uni) qui, par surenchère et effets d'engrenage, ont fait converger l'économie internationale vers l'ouverture financière (Helleiner, 1994, p. 12). Par ailleurs, une partie des transferts d'autorité aux acteurs économiques privés interviennent par le biais d'une délégation de pouvoir explicite de la part des États à ces acteurs dans le cadre formel et institutionnel de régimes de coopération régulant la finance globale (Cutler, Haufler, Porter, 1999, p. 5). Cette logique politique ne doit pas être sous-estimée, mais elle ne doit pas non plus conduire à éluder les pressions financières transnationales qui s'exercent en retour sur les États et qui n'ont cessé de se renforcer dans les phases récentes de la globalisation financière¹⁴. Depuis les années 1980, les politiques de libéralisation et de dérégulation ont en effet conduit paradoxalement à l'érosion des capacités régulatrices des gouvernements et à l'essor concomitant de toute une série d'acteurs privés¹⁵ qui exercent indirectement des pressions structurelles accrues sur les droits sociaux (Cerny, 2000, pp. 60-61).

- 20 Parmi ces acteurs, le rôle des investisseurs institutionnels et des agences de notation est particulièrement révélateur de la nature du pouvoir financier et de son impact potentiel sur les droits sociaux. Le développement de la gestion collective et la prise de pouvoir des investisseurs institutionnels ont conduit à l'émergence de nouvelles normes de rentabilité financière (la norme de la valeur actionnariale) dans la gestion des entreprises qui ont accru l'insécurité de l'emploi et creusé les inégalités dans les statuts et les rémunérations entre les salariés les moins formés et les salariés privilégiés comme les cadres dirigeants (Montagne et Sauviat, 2001, Aglietta et Rebérioux, 2004). La reconfiguration de la gestion des entreprises autour de la création de valeurs a également incité de nombreux employeurs à fermer leurs régimes à prestations définies ou à les transformer en plans à cotisations définies, ce qui engendre un transfert de risques au détriment des salariés dont l'épargne est exposée à l'incertitude des marchés financiers, tout en renforçant les droits des actionnaires minoritaires à prélever une part accrue des bénéfices (Langley, 2004). Parallèlement, la montée en puissance des agences de notation a conduit à l'institutionnalisation d'une norme de solvabilité financière et d'un système de surveillance globale de la gestion macroéconomique des États qui tend à sanctionner les politiques budgétaires expansionnistes, les augmentations des dépenses sociales, de la pression fiscale et des charges sociales (Sinclair, 2005). Les agences surveillent en continu la solvabilité des États, n'hésitent pas à s'ingérer dans leurs politiques économiques et sociales internes, formulant des recommandations précises et détaillées sur la nature et le calendrier des réformes à entreprendre, et le cas échéant, sanctionnent les comportements et les choix politiques déviant à leurs préférences. Dans ce contexte, les politiques économiques et sociales nécessaires au maintien ou au développement des droits sociaux des citoyens sont plus difficiles à légitimer et à mettre en œuvre. Particulièrement en période de crise financière, le fort impact potentiel des agences sur les taux d'intérêt tend à exacerber la volatilité des marchés financiers, à favoriser la spéculation sur les dettes souveraines et à engendrer des cercles vicieux qui renforcent la probabilité d'un risque de défaut de paiement et poussent les États à accepter des plans d'aide souvent assortis de sévères politiques d'austérité. Ainsi, en dépit de discours et de pratiques hétérogènes, ces deux catégories d'intermédiaires financiers contribuent à une mise sous pression des droits sociaux des citoyens (Perret, 2012). Dans la section suivante, nous montrons que l'analyse des mécanismes qui relient la monnaie et la citoyenneté sociale permet de resituer les récentes politiques d'austérité dans le contexte plus large de la globalisation financière et de montrer qu'elles sont convergentes avec un discours de promotion d'un modèle néolibéral de citoyenneté sociale.

La crise, une « opportunité » pour légitimer un discours néolibéral sur la transformation de la citoyenneté sociale ?

- 21 Si les crises financières sont généralement considérées comme des « risques » pour l'économie et la société, elles peuvent aussi être conçues comme des « opportunités » (Monbiot, 2010) permettant de légitimer de futures transformations sociales. De ce point de vue, nous examinons l'idée selon laquelle la récente crise financière constitue une opportunité pour légitimer un discours politique sur la nécessité d'une transformation de la citoyenneté sociale. Dans un premier temps, nous soulignons la convergence entre l'érosion des droits sociaux induite par les politiques d'austérité et le discours des institutions économiques internationales (Banque mondiale, FMI, OCDE, Commission européenne) sur l'adaptation de la citoyenneté sociale au contexte de la financiarisation de l'économie¹⁶. Dans un second temps, montrons que la crise financière n'a pas remis en question ce discours, mais elle a plutôt été une « opportunité » pour le réaffirmer.

Capitalisation des retraites et responsabilisation individuelle

- 22 La dynamique de la globalisation financière a libéré des pressions compétitives qui ont induit une redéfinition de l'action et de la forme de l'État avec l'émergence de l'« État concurrentiel » (Cerny, 2010). Dans sa phase de développement la plus récente, cette logique politique s'est traduite par l'émergence, au niveau international, d'un discours sur la transformation d'une dimension spécifique de la citoyenneté sociale qui touche aux retraites et mobilise étroitement les marchés financiers. Un consensus politique international s'est en effet formé depuis les années 1980 sur la nécessité de réformer les systèmes de retraite selon une approche néolibérale qui privilégie la réduction de l'intervention publique à des prestations minimales et le recours accru à la capitalisation de l'épargne retraite. Cette approche, d'abord prônée par la Banque mondiale, mais qui a ensuite fédéré d'autres organisations internationales (FMI, OCDE, Commission européenne), a trouvé un terrain d'application particulièrement fertile aux États-Unis et au Royaume-Uni qui ont activement développé la capitalisation dans la gestion des systèmes de retraites (Palier, 2010, pp. 60-70). On observe également une tendance dans les États européens à réformer leurs systèmes de retraite en privilégiant le système de retraite par capitalisation sur le système par répartition et à encourager la création de davantage de plans d'épargne retraite de 2^e ou 3^e pilier (Dixon, 2008, p. 250). En France, l'importation au sein de l'appareil public de normes comptables privées a permis de justifier un discours politique visant à délégitimer le système de retraite par répartition et à renforcer le système de retraite par capitalisation et plus largement à garantir la discipline budgétaire à long terme au détriment de la justice distributive au sein des catégories sociales (Le Lann et Lemoine, 2013).
- 23 Cette évolution induit un déplacement de la responsabilité collective des risques sociaux dans le domaine de la responsabilité individuelle. En indexant la protection sociale des risques liés à la vieillesse au fonctionnement des marchés financiers, le système de retraite par capitalisation affaiblit le principe de socialisation des risques qui est au cœur du rapport entre l'État social et la citoyenneté (sociale). Dans l'optique néolibérale, cet

accroissement de l'exposition aux risques se justifie, en théorie, dans le cadre d'une nouvelle conception de la citoyenneté qui valorise la responsabilisation individuelle et le recours à l'assurance privée plutôt qu'à l'assurance sociale (Shamir, 2008). La citoyenneté sociale n'est plus principalement construite en termes de solidarité et de « bien-être », mais elle s'articule à l'idée d'un « filet de sécurité » étatique qui valorise les capacités autorégulatrices des citoyens (Ericson, Barry, Doyle, 2000, p. 551). Ces derniers sont encouragés à se comporter en « sujets prudents et responsables » tout en étant simultanément exhortés à devenir des « preneurs de risques » actifs et entreprenants (O'Malley, 2000, p. 465). D'une part, les citoyens « passifs » et « dépendants » de l'État social sont incités à adopter une « autodiscipline financière » fondée sur la prudence et la prévoyance face à un avenir économique incertain (Knights, 1997, p. 224). D'autre part, ils sont invités à se comporter en investisseurs, c'est-à-dire en « preneurs de risque » actifs et responsables de leur propre « gouvernance économique » à travers la « capitalisation de leur existence » (Rose, 2005, p. 162). Cette incitation à la prise de risque est au cœur de la conception néolibérale de la globalisation qui tend à concevoir les gouvernements et les citoyens comme étant confrontés à des incertitudes qui ne peuvent être gérées que par l'initiative individuelle et la prise de risque (Amoore, 2004, p. 175).

Les politiques d'éducation financière

- 24 La valorisation de la capitalisation boursière comme technique de gestion du risque a été soutenue par les efforts de nombreux gouvernements et prestataires de services financiers qui ont encouragé, au cours des années 1990, les individus et les ménages à placer leur épargne sur les marchés financiers. Toutefois, selon l'OCDE, l'un des principaux obstacles à cet objectif est le « déficit d'éducation financière » (Froud, Leaver, Williams et Zhang, 2007). Par conséquent, les États membres et en particulier les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie, ont réagi en développant des stratégies nationales d'éducation financière. De plus en plus d'acteurs politiques et économiques estiment que « l'éducation financière est un élément important de la citoyenneté » et « qu'il doit y avoir un accent beaucoup plus fort dans le système d'éducation dans son ensemble sur la compétence financière en tant que marqueur de la citoyenneté qui est aussi importante que beaucoup d'autres aptitudes enseignées » (Leyshon, Thrift, Pratt, 1998, p. 50)¹⁷. L'idée est que l'éducation financière constitue une technologie essentielle afin de faciliter le passage à la capitalisation des retraites et plus largement permettre aux citoyens d'assumer une plus grande part de responsabilité et de risque dans les décisions relatives à leur sécurité économique et sociale.
- 25 La question de l'éducation financière a reçu une reconnaissance internationale en 2005 grâce à l'OCDE qui a publié une étude importante intitulée « *Pour une meilleure éducation financière. Enjeux et initiatives* ». Préparer sa retraite est la première raison invoquée par l'OCDE afin de justifier le développement de l'éducation financière. Les raisons de cette importance de l'éducation financière pour la retraite sont clairement expliquées : « Les travailleurs vont être de plus en plus nombreux à recourir à des régimes de retraite à cotisations définies et à leur épargne personnelle pour financer leurs vieux jours, car les pouvoirs publics commencent à réviser en baisse les prestations des plans de sécurité sociale soutenus par l'État et le nombre d'employeurs proposant des régimes à prestations définies diminue. » (OCDE, 2005, p. 11). Cet extrait montre que l'éducation financière est conçue comme une technologie politique destinée à accompagner le

passage des systèmes de retraite par répartition aux systèmes par capitalisation. Il est bien précisé que cette évolution a pour conséquence un transfert de risques aux salariés : « Avec ce changement en effet, les prestations de retraite vont être de plus en plus financées par des placements sur les marchés financiers et vont donc être de plus en plus affectés par les mouvements des prix des actifs financiers. [...] On peut craindre que les ménages n'aient pas conscience de ces risques et ne soient pas capables de les gérer. [...] Il est donc impératif que les ménages soient sensibilisés au fait qu'ils assument de plus en plus de risques qui l'étaient auparavant par des investisseurs professionnels. Il va falloir leur apporter des informations, des conseils et une assistance pour les aider à gérer ces risques. » (Ibid, p. 28). Ainsi, l'éducation financière est censée permettre aux salariés d'assumer des risques qui l'étaient auparavant par des « investisseurs professionnels ». Cet argument souligne la *responsabilité individuelle* des salariés face à la préparation de leurs retraites et l'utilité du recours à l'éducation financière. Ce projet de transformation de la citoyenneté reflète plus largement une volonté politique d'adapter le comportement individuel des citoyens aux normes néolibérales en matière de protection sociale qui sous-tendent certaines réformes déjà entreprises dans les États de l'OCDE et préconisées de longue date par les institutions internationales. Il s'agit de sensibiliser les individus aux risques et aux nouvelles incertitudes de la globalisation financière et de les « éduquer » de façon à ce qu'ils soient capables d'assurer eux-mêmes leur sécurité économique et sociale et en particulier leur retraite par le biais de placements sur les marchés financiers.

- 26 La récente crise a-t-elle remis en cause ces deux types de réformes ou a-t-elle été au contraire une opportunité pour les encourager ? L'examen des tendances actuelles indique que la crise financière globale n'a pas permis de pousser plus loin les politiques de privatisation des retraites, du moins pas sous la même forme. La crise a plutôt révélé les problèmes de la privatisation des retraites dont les « coûts de transition » ont encore davantage accru les difficultés budgétaires des États et dont la foi en les capacités des marchés financiers à être plus efficaces que l'État a été sévèrement ébranlée. En réalité, il y avait déjà un déclin de la privatisation des retraites avant la crise (depuis 2005) en raison de facteurs fiscaux et d'un changement de discours au sein des organisations internationales, en particulier au sein de la Banque mondiale. Ainsi, la crise n'a pas directement causé ce déclin, mais elle l'a aggravé. Cependant, cela ne signifie pas que le paradigme de la privatisation des retraites soit mort. La privatisation des retraites devrait se poursuivre, mais sous une forme différente qui met l'accent sur l'instauration de retraites minimales et l'application du principe de l'affiliation automatique par rapport à l'obligation de participer aux régimes d'épargne retraite (Orenstein, 2013, p. 276). Parallèlement, la crise a grandement contribué à promouvoir l'importance de l'éducation financière. Un rapport publié par l'OCDE en 2009 indique que dans les pays où les initiatives en matière d'éducation financière étaient déjà appliquées, les gouvernements ont renforcé leurs stratégies et adopté de nouvelles mesures afin de faire face aux conséquences de la crise. Dans les pays où l'éducation financière commençait à recevoir de l'attention de la part des gouvernements, la crise a eu pour effet de renforcer la prise de conscience de la nécessité de développer davantage de politiques à court et long terme (OECD, 2009, p. 9). En outre, la Commission européenne a publié une communication en décembre 2007 expliquant les avantages pour les individus et la société de l'éducation financière et a lancé quatre initiatives comprenant la création d'un réseau de praticiens et d'une base de données, le développement d'instruments en ligne pour les enseignants et le sponsoring d'initiatives pour les États membres (European Commission, 2011). Ainsi,

la crise financière n'a pas conduit à une remise en question du discours des institutions économiques internationales sur la réforme des retraites et l'éducation financière, mais elle a plutôt contribué à renforcer des tendances préexistantes.

Conclusion

- 27 Notre analyse montre que la crise financière affecte en profondeur la vie des citoyens ordinaires, en particulier à travers son impact sur l'emploi et les systèmes de protection sociale. Cependant, la signification démocratique de ce phénomène a eu tendance à être occultée par le discours économique orthodoxe qui justifie les politiques d'austérité comme une nécessité économique. Par contraste, nous avons souligné le fait que l'austérité est une stratégie politique qui conduit à l'érosion ou à la suppression d'un large éventail de droits sociaux et au transfert de l'essentiel des coûts de la crise sur les citoyens-contribuables et les salariés. Non seulement la crise financière a un coût économique exorbitant qui affecte directement le budget de l'État et sa capacité à fournir le même niveau de services publics à ses citoyens, mais elle offre en outre une opportunité aux élites politiques pour légitimer un discours concernant des réformes plus fondamentales qui touchent à la forme de l'État et son modèle de citoyenneté.
- 28 Ce phénomène révèle la fragilité des droits sociaux en période de crise financière qui ne sont plus conçus comme des droits intangibles de citoyenneté, mais comme des engagements auxquels les gouvernements peuvent aisément se soustraire afin d'influer sur la conjoncture économique. Au moment où les citoyens européens avaient probablement le plus besoin des protections attachées à leurs droits sociaux, ce sont précisément les politiques de protection sociale qui ont été d'abord visées par les mesures d'austérité censées permettre aux États de sortir de la crise, sans que ces politiques ne produisent toutefois les effets escomptés. Cette remise en question s'accompagne d'un discours politique de promotion d'un modèle néolibéral de citoyenneté sociale impliquant un déplacement de la responsabilité collective des risques sociaux dans le domaine de la responsabilité individuelle. On aurait pu s'attendre à ce que la crise financière conduise à une perte de légitimité des réformes s'appuyant sur la performance des marchés financiers pour assurer la sécurité économique des citoyens, mais elle a au contraire eu pour effet de réaffirmer l'idée de l'adaptation de la citoyenneté sociale à la logique de financiarisation de l'économie.
- 29 En fragilisant de telle manière les droits sociaux des citoyens, la crise financière a paradoxalement pour vertu de révéler les enjeux démocratiques qui sous-tendent la gestion de la monnaie et d'alimenter un débat public pouvant contribuer à en informer et y sensibiliser les citoyens. Nous avons souligné les apports d'une approche d'EPI hétérodoxe intégrant la dimension *internationale* de la monnaie afin de comprendre les mécanismes qui lui permettent d'exercer une influence non seulement sur la souveraineté des États, mais aussi sur la citoyenneté sociale.

Remerciements

Je remercie les deux évaluateurs anonymes de la revue pour leurs commentaires sur une précédente version de ce texte.

BIBLIOGRAPHIE

- Aglietta, Michel (2002). Le système monétaire international, dans Robert Boyer et Yves Saillard (sous la direction de), *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 94-105.
- Aglietta, Michel (2012). L'austérité est-elle la solution à la crise ?, *Regards croisés sur l'économie*, vol. 1, n° 11, pp. 78-84.
- Aglietta, Michel et André Orléan (1982). *La violence de la monnaie*, Paris, Presses universitaires de France.
- Aglietta, Michel et André Orléan (sous la direction de) (1998). *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob.
- Aglietta, Michel et André Orléan (sous la direction de) (2002). *La monnaie entre violence et confiance*, Paris, Odile Jacob.
- Aglietta, Michel et Antoine Rebérioux (2004). Du capitalisme financier au renouveau de la social-démocratie, *Prisme*, n° 5.
- Amoore, Louise (2004). Risk, reward and discipline at work, *Economy and Society*, vol. 33, n° 2, pp. 174- 196.
- Bassoni, Marc et Alain Beitone (1989). *Problèmes monétaires internationaux*, Paris, Armand Colin.
- Ben Hammouda, Hakim et Sadnijallab, Mustapha (2008). La Grande Dépression de 1929 est-elle de retour ?, *Recherches internationales*, n° 84, pp. 61-86.
- Blackburn, Robin (2011). Crisis 2.0, *New Left Review*, vol. 72.
- Blyth, Mark (2013). *Austerity : The History of a Dangerous Idea*, Oxford, Oxford University Press.
- Boyer, Robert (1999). Le politique à l'ère de la mondialisation et de la finance. Le point de vue sur quelques recherches régulationnistes, *L'Année de la Régulation. Economie, Institutions, Pouvoirs*, vol. 3, pp. 13-77.
- Boyer, Robert (2009). Feu le régime d'accumulation tiré par la finance : La crise des subprimes en perspective historique, *Revue de la régulation*, vol. 5, pp. 1-31.
- Burnham, Peter (2011). *Towards a Political Theory of Crisis : Policy and Resistance across Europe*, New Political Science, vol. 33, n° 4, pp. 493-507.
- Cartelier, Jean (1985). *Théorie de la valeur ou hétérodoxie monétaire : les termes d'un choix*, *Économie appliquée*, tome XXXVIII, n° 1, pp. 63-82.
- Cerny, Philip (2000). Embedding global financial markets : securitization and the emerging web of governance, dans K. Ronit et V. Schneider (sous la direction de), *Private Organizations in Global Politics*, Londres et New York, Routledge. pp. 59-83.
- Cerny, Philip (2010). The competition state today : from *raison d'Etat* to *raison du Monde*, *Policy Studies*, vol. 31, n° 1, pp. 5-21.

Commission européenne (2011). Review of the initiatives of the European Commission in the area of financial education, Staff working document of the Internal Market and Services DG, Brussels, 31 March.

Commission européenne (2012). Rapport de la Commission. Tableau de bord des aides d'État. Rapport sur les aides d'État accordées par les États membres de l'UE, Bruxelles. Accessible à l'adresse : http://ec.europa.eu/competition/state_aid/studies_reports/2012_autumn_fr.pdf

Cutler, Claire, Virginie Haufler et Tony Porter (1999). Private Authority and International Affairs, dans Claire Cutler, Virginia Haufler et Tony Porter (sous la direction de), Private authority and international affairs, New York, State University New York Press, pp. 3-28.

Cutler, Claire, Virginie Haufler et Tony Porter (sous la direction de) (1999). Private Authority and International Affairs, New York, State University of New York.

Delong, Bradford et Summers, Lawrence (20 mars 2012). Fiscal Policy in a Depressed Economy, 20 mars 2012.

Dixon Adam (2008). The Rise of Pension Fund Capitalism in Europe : An Unseen Revolution ?, New Political Economy, vol. 13, n° 3, pp. 249-270.

Duménil, Gérard et Lévy, Dominique (2012). Dettes souveraines : Limites du traitement keynésien d'une crise structurelle, Actuel Marx, vol. 1, n° 51, pp. 27-43.

Ericson, Richard, Dean Barry et Aaron Doyle (2000). The moral hazards of neo-liberalism : lessons from the private insurance industry, Economy and Society, vol. 29, n° 4.

Eymard-Duvernay, François (2007). De la valeur-travail aux institutions de valorisation par le travail, dans François Vatin (sous la direction de) et Sophie Bernard (avec la collaboration de), Le salariat : histoire, théorie et formes, La Dispute, Paris, pp. 107-123.

Friot, Bernard et Corinne Gobin (à paraître). Les politiques d'austérité de l'Union européenne : un programme d'extinction de la souveraineté populaire. Quels contre-feux ?, dans La crise. L'avenir des modèles sociaux en Europe et les réponses européennes, actes du colloque organisé aux FUSL les 12 et 13 mai 2011.

Friot, Bernard (2001). SYMPOSIUM SUR Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat, *Sociologie du travail*, vol. 43, n° 2, pp. 235-263.

Froud, Julie, Adam Leaver, Karel Williams et Wei Zhang (2007). The Quiet Panic about Financial Illiteracy, dans Libby Assassi, Anastasia Nesvetailova et Duncan Wigan (sous la direction de) (2007). Global Finance in the New Century. Beyond Deregulation, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan, pp. 74-89.

Harmes, Adam (2001). Unseen Power. How Mutual Funds Threaten the Political and Economic Wealth of Nations, Toronto et New York, Stoddart.

Hassenteufel, Patrick (1996). L'Etat-providence ou les métamorphoses de la citoyenneté, *L'Année sociologique*, vol. 46, n° 1, pp. 127-149.

Helleiner, Eric (1994). States and the Reemergence of Global Finance : From Bretton Woods to the 1990s, Ithaca and London, Cornell University Press, 1994.

Helleiner, Eric (2011). Understanding the 2007-2008 Global Financial Crisis : Lessons for Scholars of International Political Economy, *Annual Review of Political Science*, vol. 14, pp. 67-87.

International Monetary Fund (2013). Growth Forecast Errors and Fiscal Multipliers, Working paper, n° 2013/1, accessible à l'adresse : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2013/wp1301.pdf>

Krugman, Paul (9 septembre 2012). Austérité budgétaire : ce moment fatidique où les États ont jeté leurs manuels d'économie, Atlantico.

Krugman, Paul (10 juin 2013). Comment l'argument de l'austérité s'est effondré, blogue médiapart, accessible à l'adresse : <http://blogs.mediapart.fr/blog/nance/100613/comment-largument-pour-lausterite-sest-effondre-paul-krugman>

Kitson, Michael, Ron Martin et Peter Tyler (2011). The geographies of austerity, Cambridge Journal of Regions and Society, vol. 4, pp. 289-302.

Knights, David (1997). Governmentality and Financial Services : Welfare Crises and the Financial Self- Disciplined Subject, dans Glenn Morgan et David Knights (sous la direction de.), Regulation and Deregulation in European Financial Services, Houndmills et Londres, Macmillan.

Langley, Paul (2004). In the Eye of the "Perfect Storm" : The Final Salary Pensions Crisis and Financialisation of Anglo-American Capitalism, New Political Economy, vol. 9, n° 4, pp. 539-558.

La Lann, Yann et Lemoine, Benjamin (2013). Les comptes des générations. Les valeurs du futur et la transformation de l'État social, Actes de la recherche en sciences sociales, n° 194, pp. 62-77.

Le Monde (2010). La note de la Grèce s'écroule, le 27 avril.

Leyshon, Andrew, Nigel Thrift, Jonathan Pratt (1998). Reading financial services : texts, consumers, and financial literacy, Environment and Planning D : Society and Space, vol. 16, n° 1, pp. 29-55.

Mahnkopf, Birgit (2012). The euro crisis : German politics of blame and austerity – A neoliberal nightmare, International Critical Thought, vol. 2, n° 4, pp. 472-485.

Merler, Siliva et Ferry, Jean-Pisany (2012). L'interdépendance entre crises bancaires et crise de la dette publique, Blog Lafinancepourtous.com.

Mitchell, William (2011). Beyond Austerity, The Nation, 4 avril.

Monbiot, George (2010). For the Conservatives, this is not a financial crisis but a long-awaited opportunity, The Guardian, 18 octobre.

Montagne, Sabine et Catherine Sauviat (2001). L'influence des marchés financiers sur les politiques sociales des entreprises : le cas français, Travail et Emploi, n° 87, pp. 111-126.

Mulot, Éric (2002). Libéralisme et néolibéralisme : continuité ou rupture ?, Cahiers de la Maison des Sciences Économiques, n° 41.

O'Connell, Paul (2012). Let Them Eat Cake : Socio-Economic Rights In An Age of Austerity, dans Nolan, O'Connell et Harvey (sous la direction de), Human Rights and Public Finance, Hart.

O'Malley, Pat (2000). Uncertain subjects : risks, liberalism and contract, Economy and Society, vol. 29, n° 4, pp. 460-484.

Orenstein, Mitchell A. (2013). Pension Privatization : Evolution of a Paradigm, Governance : An International Journal of Policy, Administration, and Institutions, vol. 26, n° 2, pp. 259-281.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2005). Pour une meilleure éducation financière : enjeux et initiatives, Paris.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2009). *Financial education and the crisis. Policy paper and guidance*, Paris.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2012). Redresser les finances publiques, Paris.

- Orléan, André (1992). La monnaie comme lien social. Étude de Philosophie de l'argent de Georg Simmel, Genèses, vol. 8, n° 8.
- Palan, Ronen (1998). Les fantômes du capitalisme mondial : l'économie politique internationale et l'école française de la régulation, L'année de la régulation, vol. 2, pp. 63-86.
- Palier, Bruno (2010). La réforme des retraites, Paris, Presses Universitaires de France, (3e éd.).
- Perret, Virgile (2007). Réhabiliter le citoyen dans l'économie politique de la globalisation financière, Etudes internationales, vol. 38, n° 3, pp. 341-360.
- Perret, Virgile (2011). Monnaie et citoyenneté : une relation complexe en voie de transformation, Études internationales, vol. 42, n° 1, pp. 5-24.
- Perret, Virgile (2012). Monnaie, citoyenneté et globalisation financière. Les citoyens entre protection sociale et promesses de la capitalisation boursière, Thèse de doctorat, Université de Lausanne.
- Polanyi, Karl (1983). La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps, Paris, Gallimard.
- Radice, Hugo (2011). Cutting Government Deficits : Economic Science or Class War ?, Alternative Routes : A Journal of Critical Social Research, vol. 22, pp. 87-102.
- Ronit, Karsten et Volcker Schneider (2000). Private Organizations in Global Politics, London and New York, Routledge.
- Rose, Nikolas (2005). Powers of Freedom. Reframing Political Thought, Cambridge, Cambridge University Press.
- Saiz, Ignacio (2009). Rights in Recession ? Challenges for Economic and Social Rights Enforcement in Times of Crisis, Journal of Human Rights Practice, vol. I, n° 2, pp. 277-293.
- Sassen, Saskia (2006). Territory, Authority, Rights. From Medieval to Global Assemblages, Princeton, Princeton University Press.
- Schömann, Isabelle (2013). Réformes nationales du droit du travail en temps de crise : bilan alarmant pour les droits fondamentaux et la démocratie en Europe, papier présenté au 5^{ème} congrès du réseau des associations francophones de science politique, Luxembourg, 24-26 avril.
- Servet, Jean Michel (2011). Le troc primitif, un mythe fondateur d'une approche économiste de la monnaie, Revue numismatique, 6e série, tome 157, pp. 15-32.
- Shamir, Ronen (2008). The age of responsabilization : on market-embedded morality, Economy and Society, vol. 37, n° 1, pp. 1-19.
- Sinclair Timothy et Kenneth Thomas (sous la direction de) (2001). Structure and Agency in International Capital Mobility, Basingstoke et New York, Palgrave.
- Sinclair Timothy (2005). The New Masters of Capital. American Bond Rating Agencies and the Politics of Creditworthiness, Ithaca and London, Cornell University Press.
- Strange, Susan (1996a). Power diffused : state and non-state authority in the world economy, Cambridge, Cambridge University Press.
- Strange, Susan (1996b). The Retreat of the State : the Diffusion of Power in the World Economy, Cambridge, Cambridge University Press.
- Theodoropoulou, Sotiria et Andrew Watt (2011). Withdrawal symptoms : an assessment of the austerity packages in Europe, European Trade Union Institute, Brussels, Working Paper.

Théret, Bruno (sous la direction de) (2007). La monnaie dévoilée par ses crises, Paris, éditions de l'EHESS.

NOTES

1. La monnaie est entendue ici à partir d'une définition qui englobe sa transformation en « finance » à travers la pratique du crédit.
2. L'analyse orthodoxe (ou analyse réelle) ne reconnaît de signification économique qu'aux échanges de biens, la monnaie n'étant conçue que comme le « voile » des échanges économiques. Par contraste, l'analyse hétérodoxe (ou analyse monétaire) prend comme point de départ la monnaie et cherche à identifier les formes sociales et politiques prises par les règles du jeu monétaire (Cartelier, 1985, pp. 67-68).
3. La notion de médiation sociale renvoie au fait que la monnaie ne se réduit pas à un instrument permettant de surmonter les difficultés du troc, mais elle s'impose aux sujets comme une réalité extérieure, c'est-à-dire comme une institution sociale qui médiatise leurs interactions (Orléan, 1992, p. 91).
4. Le néolibéralisme désigne ici « un courant de pensée qui définit une société libre comme une économie capitaliste dont le fondement politique principal est le respect de la liberté individuelle, conçue comme liberté de choix d'un individu exercé sur un marché concurrentiel au sens néoclassique du terme. » (Mulot, 2002, p. 4).
5. L'assouplissement quantitatif est une politique monétaire non conventionnelle que certaines banques centrales utilisent en période de crise pour faire croître la masse monétaire en augmentant le niveau de réserves du système bancaire. Aux États-Unis, la Réserve fédérale achète aux banques des bons du Trésor, ce qui permet à l'État de financer son déficit et aux banques de récupérer des liquidités qu'elles réinvestissent dans l'économie.
6. Le montant total des aides d'État accordées par les États membres de l'UE au secteur financier depuis l'année 2008 jusqu'au 1er octobre 2012 s'est élevé à 5.058,9 milliards d'euros (40,3 % du PIB de l'UE) (Commission européenne, 2012, p. 5).
7. Je traduis.
8. Au sein de l'UE, l'intensité des politiques d'austérité varie considérablement entre les États membres et leur impact au sein de ceux-ci sur les régions est aussi très inégal (pour une analyse détaillée : Kitson, Martin et Tyler, 2011, p. 294).
9. La capacité d'un État à payer les intérêts sur la dette dépend de ses recettes. Ainsi, l'endettement peut devenir un problème à partir du moment où le taux d'intérêt sur la dette est supérieur au taux de croissance des recettes de l'État, car le poids de la dette augmente sans cesse.
10. Parmi les principaux critiques de l'austérité, on peut citer les deux prix Nobel d'économie américains Paul Krugman (2008) et Joseph Stiglitz (2001). En France, on peut mentionner les économistes français Daniel Cohen et Jean-Paul Fitoussi. L'excellent ouvrage de Mark Blyth (2013) retrace l'ascension et la chute de l'idée d'austérité du 17e siècle jusqu'à nos jours.
11. Certains travaux intègrent implicitement certains aspects de la problématique des liens entre la monnaie et la citoyenneté selon des perspectives par ailleurs très hétérogènes. Pour une approche explicite et synthétique de la relation entre la monnaie et la citoyenneté, voir Perret (2011).
12. L'essentiel du débat sur cette question a eu lieu durant les années 1990. Pour une revue de la littérature, voir Perret (2007).
13. La logique du contrat (ou *Gesellschaft*) renvoie à l'aspect légal de l'échange et domine lorsque l'économie est constituée en un domaine séparé, plus ou moins autonome de la société. À l'inverse, la logique du statut (ou *Gemeinschaft*) fixe les droits et les obligations des individus en

fonction de relations sociales spécifiques (par réciprocité ou redistribution) et domine lorsque l'économie est « enchâssée » (*embedded*) dans des institutions non économiques.

14. Ainsi, il y a une interaction dialectique entre les autorités publiques et les acteurs privés qui est au cœur de la dynamique de la globalisation financière et qui redéfinit constamment les rapports de force entre ces deux catégories d'acteurs.

15. Parmi les acteurs privés ou semi-privés, on peut mentionner les banques, les banques d'investissement, les sociétés de bourse, les teneurs de marchés, les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), les fonds de pension, les compagnies d'assurance, les agences de notation, les organismes d'autoréglementation des marchés de titres, les entreprises transnationales, les associations industrielles internationales, etc.

16. Dans la même perspective, voir les travaux de Bernard Friot et Corinne Gobin (2011).

17. Je traduis.

RÉSUMÉS

La crise financière mondiale de 2008 a été étudiée par des économistes, des politologues et des sociologues qui ont souligné ses conséquences sur divers acteurs. Mais elle est peu analysée du point de vue de ses enjeux pour la citoyenneté sociale. Notre article analyse la transformation du rapport politique à la monnaie pour éclairer les enjeux de la crise financière pour les droits sociaux, en accordant une attention particulière à la transition qui s'est opérée entre un traitement initial keynésien et une approche fondée sur des politiques d'austérité. Son approche vise à cerner une dynamique globale à partir des apports du courant hétérodoxe de l'économie politique internationale (EPI). De ce point de vue, les politiques d'austérité n'apparaissent pas comme des mesures exceptionnelles vouées à disparaître après la crise, mais comme des mesures convergentes avec un discours politique de promotion d'un modèle néolibéral de citoyenneté sociale mieux adapté à la financiarisation de l'économie.

The world financial crisis of 2008 has been studied by economists, political scientists and sociologists who underlined its consequences on various actors. However, it has hardly been analysed from the viewpoint of its stakes for social citizenship. We propose to examine the transformation of the relationship of money to politics to shed light on the stakes of the crisis for social rights, emphasizing the transition from an initial Keynesian treatment to an approach based on austerity policies. Our approach builds upon the insights of heterodox international political economy (IPE) to seek to identify a global dynamic. From this viewpoint, austerity policies do not appear to be exceptional measures bound to disappear after the crisis but as measures convergent with a political discourse promoting a shift toward a neoliberal model of citizenship better adapted to the financialization of the economy.

INDEX

Keywords : austerity policies, financial crisis, international political economy, money, social citizenship

Mots-clés : citoyenneté sociale, crise financière, économie politique internationale, monnaie, politiques d'austérité

AUTEUR

VIRGILE PERRET

Docteur en Science politique, Centre de recherche interdisciplinaire sur l'international (CRII),
Université de Lausanne, Suisse